

Avant de vous faire participer à ce tour d'horizon de la politique du Canada en Indochine et au Moyen-Orient, j'aimerais vous dire combien j'ai été heureux de recevoir votre invitation qui me ramène à ma propre ville natale; j'aimerais également féliciter les organisateurs de la présente série de conférences. Les questions de politique étrangère et de diplomatie paraissent peut-être souvent très éloignées de la vie des jeunes, mais de fait les réussites ou les échecs de la politique étrangère ont des répercussions dans la vie quotidienne de la plupart des Canadiens. Les négociations avec les Etats-Unis, la Grande-Bretagne, le Japon et d'autres pays sur les questions les plus variées -- la politique du pétrole, la pollution, les droits applicables aux voitures, les ventes de blé à l'étranger, les routes aériennes, et bien d'autres questions ont des répercussions très réelles concernant notre niveau de vie, les perspectives et l'orientation de notre développement national, et notre liberté de choix. La liberté de mouvement que nous pouvons assurer aux Canadiens qui voyagent ou font des études en d'autres pays, voilà des facteurs qui influencent la qualité de notre vie. C'est le genre d'éléments qui composent nos relations extérieures, et je crois que la présente série de conférences a contribué à assurer une meilleure compréhension de ce rôle.

Contrairement à la croyance populaire, notre travail, du moins en grande partie, est loin de tenir du prestige et les tâches qui ont attiré le moins de prestige et le plus de difficultés pour le Canada à l'étranger ont certainement été le rôle que nous avons joué en Indochine et au Moyen-Orient.

Nous n'entreprenons pas ces tâches parce qu'elles contribueront directement à la richesse du niveau de vie au Canada, mais parce que, en qualité de membre stable et relativement prospère et développé de la famille internationale, nous assumons notre part de responsabilité envers cette famille. Du moins, nous partageons les responsabilités lorsque nous croyons pouvoir être utiles (et c'est là parfois la difficulté). Dans la mesure où elles contribuent à notre sécurité et à notre bien-être, ces activités servent aussi l'intérêt même du Canada. Au cours des quatorze derniers mois, le Canada a participé à deux grandes entreprises de ce genre. Il s'agit évidemment de la Commission internationale de contrôle et de surveillance au Vietnam (CICS) et de la Force d'urgence des Nations Unies (FUNU).

Je ne vous apprends rien en disant que notre rôle en Indochine remonte à beaucoup plus loin; il a de fait commencé il y a 19 ans, à la Conférence de Genève de 1954 qui a institué un règlement de paix après la défaite des forces françaises à Diên Biên Phu. Si je voulais représenter de façon imagée l'histoire de la participation canadienne en Indochine, je crois que le résultat ressemblerait à un jeu de "montées et descentes", avec pourtant une différence: il y aurait beaucoup plus de "descentes" que de "montées".

La Conférence de Genève a été convoquée par les grandes puissances -- la Grande-Bretagne, les Etats-Unis, l'Union soviétique, la France et la Chine -- afin d'établir un règlement de paix qui ouvrirait la voie en vue d'élections libres et de la réunification pacifique éventuelle du Vietnam du Nord et du Vietnam du Sud. Un groupe international de surveillance fut envoyé en Indochine avec pour mission de faire rapport sur les violations du cessez-le-feu et peut-être espérait-on, d'empêcher ainsi les violations. Une commission devait surveiller les élections libres. Cet organisme avait pour nom la Commission internationale de surveillance et de contrôle, et se composait de Polonais, d'Indiens et de Canadiens.